

RESEARCH OUTPUTS / RÉSULTATS DE RECHERCHE

Regard éthique sur l'approche des capacités de Martha Nussbaum

Bert, Catherine

Published in:
Les Politiques Sociales

Publication date:
2010

Document Version
le PDF de l'éditeur

[Link to publication](#)

Citation for pulished version (HARVARD):

Bert, C 2010, 'Regard éthique sur l'approche des capacités de Martha Nussbaum', *Les Politiques Sociales*, Numéro 3-4, p. 97-103.

General rights

Copyright and moral rights for the publications made accessible in the public portal are retained by the authors and/or other copyright owners and it is a condition of accessing publications that users recognise and abide by the legal requirements associated with these rights.

- Users may download and print one copy of any publication from the public portal for the purpose of private study or research.
- You may not further distribute the material or use it for any profit-making activity or commercial gain
- You may freely distribute the URL identifying the publication in the public portal ?

Take down policy

If you believe that this document breaches copyright please contact us providing details, and we will remove access to the work immediately and investigate your claim.

Regard éthique sur l'approche des capacités de Martha Nussbaum

Catherine Bert

FUNDP - Facultés Universitaires N.-D. de la Paix, Namur et Parnasse-Deux-Alice, Bruxelles (Belgique)

Par l'approche des capacités, Amartya Sen propose un nouveau cadre pour penser la question des inégalités sociales. Il invite à privilégier la finalité humaine du développement. Celle-ci vise à soutenir et à renforcer les capacités effectives et potentielles de l'être humain afin qu'il choisisse le mode de vie qui lui permettra de s'épanouir. Un des intérêts majeurs de l'approche des capacités est d'ancrer la réflexion théorique dans des enquêtes empiriques. Les recherches de Martha Nussbaum, présentées dans *Femmes et développement humain* (2008), portent sur les conditions de vie des femmes en Inde. Elles sont le résultat de diverses rencontres et d'études de terrain. L'approche théorique telle que l'a pensée initialement A. Sen est marquée par la théorie de la justice de J. Rawls. Avec Martha Nussbaum, cette réflexion s'ouvre également à la philosophie grecque. La philosophe amène à reconsidérer, sous un angle aristotélien, les conditions d'une vie épanouie. Elle ne propose pas de principe substantiel permettant de définir ce qu'est la vie bonne, mais elle dégage, à partir de ses observations, des caractéristiques concrètes qui contribuent à rendre une vie pleinement humaine.

1. Caractéristiques de cette approche

À la question « qu'est-ce qu'une vie réussie? », M. Nussbaum refuse d'apporter une réponse substantielle. Elle choisit d'énoncer une liste de capacités (Nussbaum 2008, pp.120-123) comme possibles fondamentaux de l'humain. Les capacités sont au nombre de dix :

- vie,
- santé physique,
- intégrité physique,

- sens - imagination - pensée,
- émotions,
- raison pratique,
- affiliation (1° moyens de vivre avec les autres, 2° bases sociales pour le respect de soi),
- autres espèces (dimension environnementale-écologique),
- jeu,
- contrôle de son environnement (politique et matériel).

De manière générale, elles invitent à penser l'humain dans le respect et la dignité de la relation à soi, à autrui et au monde. Leur finalité, à la fois éthique et politique, est de garantir une vie considérée comme une fin, mais non comme le moyen de satisfaire l'intérêt d'autrui. La finalité de toute vie humaine est confortée par un seuil de capacités. En deçà de celui-ci, le fonctionnement véritablement humain devient impossible.

La théorie des capacités de M. Nussbaum ne tend pas à normaliser l'humain, mais à rendre possible un agir créateur épanouissant pour tous. C'est pourquoi les capacités, en tant qu'objectif politique, doivent être envisagées conjointement au fonctionnement. Ce dernier rend compte de la liberté de chacun de moduler son recours à une capacité. Je peux par exemple choisir de vivre sans loisir à condition d'avoir les moyens d'accéder à ces loisirs. Le niveau des conduites individuelles est rendu possible par les capacités, mais n'est pas déterminé par elles. La nuance introduite par l'idée de fonctionnement amène la société à réfléchir aux conditions facilitantes qui rendent les capacités accessibles à tous. Un enfant qui n'apprend pas le jeu ne revendiquera pas cet aspect des capacités parce qu'il ne sait pas en quoi cela consiste.

L'argument des capacités présente un double apport. Tout d'abord, il cerne de manière relativement souple les bases sociales de la vie humaine. L'approche des capacités, en ce sens, prétend à une dimension transculturelle, voire universelle. Chaque contexte social de vie contribue à construire le sens partagé d'une capacité. Ensuite elle présente un outil axiologique et normatif qui permet de comparer la vie vécue et la vie authentiquement humaine. La portée stratégique des capacités est de dénoncer les souffrances et injustices dans un contexte institutionnel ou social.

2. Penser le bien-être

Les réflexions relatives au bien-être et au développement sont à l'origine de l'approche des capacités. Celle-ci met l'accent sur les finalités humaines du développement. Cependant, comme le montre la liste des capacités établie par M. Nussbaum, les aspects économiques tels que le revenu n'apparaissent pas comme des éléments fondamentaux du bien-être et de l'épanouissement. Les revendications portent sur l'allocation de ressources, mais sont pensées conjointement à d'autres besoins concrets. En effet, pour Nussbaum « [...] il existe de grandes variations entre les individus quant à leurs besoins de ressources et leurs capacités à convertir les ressources en fonctionnements de valeur » (Nussbaum, 2008, p.106). Le bien-être ne peut être obtenu que si l'équilibre est possible entre les ressources dont on dispose et ce qu'on peut et doit en faire. M. Nussbaum explique par exemple qu'en Inde, un homme et une femme ne sont pas nécessairement favorisés de la même façon parce qu'ils disposent tous deux de l'accès à l'alphabétisation. Une femme risque de rencontrer plus de difficultés pour accéder à l'alphabétisation en raison d'obstacles notamment liés au système hiérarchique traditionnel. Leurs conditions de vie ne sont pas interchangeables s'ils disposent du même montant de ressources.

Cet aspect de la réflexion laisse poindre un débat de fond déjà soulevé lors de la contestation de l'universalité des valeurs soutenues par la Déclaration universelle des droits de l'homme : convient-il avant tout de soutenir des capacités économiques ou des capacités politiques ? Le mouvement de contestation, notamment porté par des critiques marxistes, faisait prévaloir les capacités de subsistance (se nourrir, se loger, être rémunéré, etc.). Ce type d'argumentation laisse entendre que, tant que ces besoins fondamentaux ne sont pas satisfaits, il est difficile de penser ou de vouloir apprendre à lire et écrire. Un autre aspect de la contestation était porté par les dirigeants des pays en développement qui souhaitaient prioritairement favoriser le développement économique de leur pays avant de mettre en place des libertés politiques telles que pensées dans le monde occidental.

S'appuyant sur les recherches de Sen, M. Nussbaum répond à cette question. Elle soutient l'idée qu'il faut pouvoir développer conjointement les libertés politiques et les capacités de subsistance.

Il ne semble pas pertinent d'établir la priorité de l'une sur l'autre. Elle explique à ce titre comment la mise en place d'un collectif de femmes dans une région de l'Inde a positivement transformé le regard des femmes sur elles-mêmes ainsi d'ailleurs que leurs conditions de vie et le regard des époux (Nussbaum, 2008, p.71). Le soutien du groupe leur procurait le courage nécessaire pour formuler leur revendication. Osant exiger, elles obtenaient de meilleures conditions de vie. Elles se sentaient plus dignes et étaient respectées.

Poser la question de la priorité des besoins économiques sur les libertés politiques est sans doute un faux débat. Les initiatives développées dans les bidonvilles en Inde témoignent également de l'importance qu'il y a d'associer les deux perspectives. L'offre de scolarité auprès des enfants a plus de chance d'être suivie si elle propose à ces mêmes enfants un repas.

Aussi théorique qu'il puisse paraître, ce débat révèle toute la complexité de la notion de bien-être.

3. Une approche culturellement déterminante

M. Nussbaum valorise particulièrement deux capacités dans la liste énoncée: la raison pratique et l'affiliation (Nussbaum, 2008, p.125). Celles-ci se distinguent parce qu'en imprégnant toutes les autres, elles leur confèrent une caractéristique fondamentalement humaine. De nombreuses activités du quotidien font appel à la raison pratique. Ce qui fonde la dignité humaine, c'est la capacité de raisonner, c'est-à-dire la capacité d'évaluer le bien-fondé d'un choix. En outre, l'être humain est un être de relation. Sa capacité à se lier à d'autres est constitutive de son humanité. M. Nussbaum admet que ces capacités ne sont pas spontanées. Elles nécessitent un soutien éducatif et matériel juste. La philosophe est persuadée que les gouvernements ont un rôle à jouer dans l'élaboration de la justice « parce que les gens ne changent pas d'eux-mêmes » (Lee Downs, 2007, p.9). L'État se présente comme le garant de cet idéal humaniste. Les gouvernements ont un rôle politique qui implique que l'on amène chaque individu à un seuil suffisamment élevé de possibilités humaines essentielles. Pour accomplir ce rôle politique, l'établissement de droits est une condition nécessaire mais non suffisante. Les droits offrent des garanties et des moyens de protection, mais ils ne cernent pas toujours de près la complexité d'une situation. Il faut donc égale-

ment pouvoir discerner le choix librement consenti de la préférence adaptée. Le premier, le choix, s'exerce parmi des possibles, sans aucune pression de quelque ordre que ce soit. La seconde, la préférence, par contre traduit une déformation ou une diminution des aspirations. Ceci se justifie, non pas en raison de l'absence de potentialités, mais en raison d'un contexte rigide qui ne laisse pas espérer autre chose. Toute espérance autre serait vaine et ne ferait qu'augmenter le ressenti d'injustice. Le choix librement consenti permet d'exercer sa raison pratique sans contrainte alors que la préférence adaptée limite l'exercice de la raison pratique pour définir sa propre vie.

La hiérarchisation des capacités, proposée par M. Nussbaum, est sous-tendue par une conception morale aristotélicienne (1). Cette conception amène à penser l'homme comme doté de capacités de base, la santé par exemple, qui ne deviennent pleinement humaines que si elles sont éclairées par la raison pratique et l'affiliation. Ainsi, vivre en bonne santé n'est pas suffisant en soi pour l'être humain. Si nous constatons qu'un animal possède un bon fonctionnement organique, rien ne nous heurte. Par contre, si un être humain ne dispose que de ces mêmes modalités de bon fonctionnement organique, la question se pose quant à l'exploitation des facultés d'action et d'expression humaines. De nombreux débats bioéthiques reformulent aujourd'hui, dans les sociétés occidentales, cette question de la limite de notre humanité. L'approche des capacités fonde la dignité de l'être humain sur la capacité de faire des choix et de s'insérer dans des échanges et discussions avec autrui en se souciant de lui. Se construisent alors par exemple des représentations de la qualité de vie et de la vieillesse, qui génèrent des attentes parfois incompatibles avec la réalité. On attend de la médecine qu'elle procure une qualité de vie qui conforte la dignité de l'être. Or a-t-on la même faculté d'exercer sa raison pratique à 80 ans et à 40 ans? En devient-on plus ou moins humain? La catégorisation des capacités humaines comporte le risque de catégoriser les êtres humains, ce qui peut à certains égards être réducteur. On se représente la vieillesse comme la perte de certaines facultés qui conditionnaient la dignité sans nécessairement valoriser la sagesse ou l'expérience de vie acquise et le surcroît de dignité dont elles seraient porteuses.

4. Capabilités et capacités éthiques

Cette dimension normative, si elle présente un réel intérêt politique, n'en comporte pas moins le risque de se couper de la réalité. M. Nussbaum évoque les nombreuses discussions critiques relatives à l'approche des capabilités au sein de la Human Development and Capability Association (Lee Downs, 2007, p.15). Mais les débats laissent peu de place aux acteurs sociaux ou aux individus particulièrement concernés. Il s'agit avant tout de discussions théoriques menées par des intellectuels sur la base d'enquêtes théoriques. Il se peut en effet que les capabilités ne soient pas élaborées à partir des vies auxquelles elles sont appliquées ou qu'elles délégitiment la hiérarchisation des capabilités que l'on retrouve dans les conduites individuelles telles que le refus d'alphabétisation, l'isolement social. Quelles actions le gouvernement doit-il mettre en place face à ces comportements ? Faut-il médicaliser la prise en charge de ces individus ? Ou faut-il les sanctionner ?

La prise en considération des capacités éthiques permet d'ancrer la liberté de choix dans une dimension morale. Les capacités éthiques chez P. Ricœur sont les suivantes (Ricœur, 2004) : le pouvoir de faire, le pouvoir de dire, le pouvoir de se raconter et l'imputabilité. La réflexion éthique se présente ici comme une démarche permettant d'attester du souci d'être l'auteur de sa vie. L'individu peut rendre compte, à partir du recours à la raison pratique, de sa responsabilité. À l'instar de l'approche des capabilités telle qu'établie par M. Nussbaum, les capacités éthiques valorisent la responsabilité de chacun à l'égard de lui-même (raison pratique), des autres (affiliation) et du monde (autres espèces).

Les pouvoirs de dire et de se raconter développent l'identité narrative de chacun. Ils contribuent, de manière symbolique, à inscrire l'individu dans la communauté à laquelle il appartient. On peut regretter que cette dimension ne soit que secondaire dans l'approche des capabilités. Pourtant, comme le souligne P. Ricœur, il faut pointer l'« inégalité foncière des hommes quant à la maîtrise de la parole, inégalité qui est moins une donnée de la nature qu'un effet pervers de la culture lorsque l'impuissance à dire résulte d'une exclusion effective hors de la sphère langagière » (Ricœur, 2001, p.90). L'absence de ces formes de pouvoir réduit à l'impuissance parce qu'elle prive des moyens d'être reconnu en tant qu'humain. Dans une réflexion sur l'importance des associations de femmes, M. Nussbaum reprend pourtant ce témoignage d'une femme indienne : « [...] Mais mainte-

nant, si quelqu'un a une parole blessante, nous les dix-sept membres du groupe, allons ensemble demander à cette personne pourquoi elle a fait cette remarque. C'est une autre sorte d'aide que nous avons reçue [...] » (2). Ce témoignage indique à quel point la capacité langagière est déterminante pour soutenir la dignité humaine. Elle implique ici le fait de pouvoir dire, d'argumenter et de débattre sur l'injustice ressentie. D'une part, elle donne sens et cohérence à travers un récit de vie. D'autre part, elle donne les moyens symboliques pour inscrire l'individu dans la communauté des humains.

L'imputabilité représente également une capacité éthique fondamentale de l'humain. Elle désigne la faculté de se tenir soi-même pour l'auteur de ses actes. Mais elle invite également chacun à réfléchir sur ses propres capacités et ses incapacités. Si je crois que je peux accomplir un acte, je procède à un saut qualitatif dans lequel je m'attribue la capacité d'accomplir cet acte. Tout à fait à l'inverse des préférences adaptées, l'imputabilité rend possible le meilleur.

La réflexion éthique porte aussi sur les choix effectivement posés par des individus en situation le choix de fonctionnement vis-à-vis de certaines capabilités — et sur les valeurs de référence qui les inspirent. L'approche conjointe des capabilités et des capacités éthiques inscrit l'individu dans une communauté politique capable d'écrire une histoire commune.

Notes

- (1) M. Nussbaum définit sa position néo-aristotélicienne « comme une conception partielle, et non complète, de la vie bien menée, une conception morale choisie uniquement à des fins politiques » (2008, p.118).
- (2) M. Nussbaum (2008, p.372). Nussbaum cite le témoignage d'une femme indienne que reprend Chen M., 1983, *Quiet Revolution. Woman in Transition in Rural Bangladesh*, Schenkman Books Inc., p.216.

Bibliographie

- NUSSBAUM M., 2008, *Femmes et développement humain - L'approche des capabilités*, trad. Chapelain C., Paris, éd. Des Femmes - Antoinette Fouque.
- LEE DOWNS L., 2007, "Martha Nussbaum. Justice et développement humain", Propos recueillis par L. Lee Downs, *Travail, genre et sociétés*, n°17.
- RICŒUR P., 2001, *Le juste 2*, Paris, Esprit.
- RICŒUR P., 2004, *Parcours de la reconnaissance*, Paris, Stock.